



# la chambre de commerce du district de montréal

## Rapports des comités de politiques de la Chambre de commerce du district de Montréal

---

JUIN 1981

---

Les onze comités de politiques de la Chambre (incluant deux comités ad hoc) ont été en 1980-81 orientés par les priorités suivantes :

Quatre groupes, représentant chacun un secteur d'activités manufacturières ont présenté un rapport d'activités. Ce sont les comités : « Machinerie et équipement de transport », « Agro-Alimentaire », « Électronique » et « Télécommunications ». Un cinquième groupe représentait l'industrie cinématographique.

À ces comités s'ajoutaient des groupes de travail portant sur des sujets de nature plus générale, celui de la « Recherche et développement », celui des « Affaires commerciales » et celui de la « Formation de main-d'oeuvre en entreprise ». Le comité « Export-Import », a continué au cours de sa deuxième année d'existence à promouvoir les échanges avec l'étranger. Finalement, les comités « Éducation économique » et « Centre d'information et de documentation des affaires » avaient chacun une mission spécifique. Le premier, de rencontrer des groupes d'étudiants d'écoles et de collèges, et le deuxième, de voir la nécessité de créer un tel centre.

C'est donc l'objectif général d'aider au développement de nos entreprises qui orientait cette année l'action des comités de politique de la Chambre. Celle-ci a également tenu à fournir un effort particulier afin de promouvoir le progrès technologique au sein de l'appareil industriel montréalais. La région de Montréal doit continuer à attirer de nouvelles entreprises. Cependant, il importe aussi que notre région offre des possibilités de croissance intéressantes à celles déjà bien établies.

# Machinerie et équipement de transport

Le groupe de travail « exploration pétrolière en haute mer », créé en janvier 1981 dans le cadre du Comité « Machinerie et équipement de transport », porte sur un des événements qui aura sans doute une très grande importance pour l'industrie montréalaise au cours de la prochaine décennie : la création de plusieurs unités d'exploration et éventuellement d'exploitation pétrolière au large des côtes de Terre-Neuve. La mise sur pied de ces unités implique des investissements de plusieurs milliards au cours des années '80.

Les membres du Comité sont persuadés que Montréal peut satisfaire une partie significative des besoins de cette industrie mais aussi que l'industrie montréalaise n'obtiendra des contrats que si elle fait valoir ses ressources.

C'est à la suite de ces analyses que le comité a décidé de fabriquer et de diffuser un répertoire des firmes québécoises et notamment montréalaises susceptibles de fournir des biens et des services à l'industrie « OFFSHORE ».



## Président :

**Claude Marceau**  
Président  
Albéco Inc.

On prévoit que le document contiendra la description de 100 à 200 entreprises et que la première édition sera tirée à 2,500 exemplaires dont au moins 500 auront été individuellement adressés aux preneurs de décision (« oil contractors » et autres) de l'industrie mondiale offshore.

Les inscriptions ont déjà débuté et le lancement de la publication est prévu pour l'automne prochain.

À souligner, l'obtention de \$5,000.00 du Ministère canadien de l'expansion économique régionale pour démarrer ce projet.

Enfin, on prévoit qu'au cours de l'année prochaine le Comité organisera une rencontre entre les fournisseurs de biens et services pour l'industrie pétrolière afin de susciter la création de consortiums capables de bien desservir cette clientèle spécialisée.

D'autre part, le comité a participé à la rédaction du Mémoire sur l'Énergie qui a été présenté à l'honorable Marc Lalonde, le 3 février 1981.

## Membres :

**François Archambault,**  
Expansion Économique  
Régionale — Gouvernement  
du Canada

**Frédéric Day**  
Groupe Dessau

**Michel Doucet**  
Welfab

**Robert R. Hébert**  
Vickers Canada Inc.

**Ivars Kletnieks**  
S.N.C.

**Jean-Pierre Lepage**  
Marine Industrie Limitée

**Richard L'Heureux**  
Econosult Inc.

# Agro-alimentaire

Les objectifs poursuivis par le comité sont de favoriser le développement de l'industrie agro-alimentaire sur le territoire de l'île de Montréal.

Pour y arriver, le comité s'est penché sur ce qu'il faudrait pour rendre encore plus attrayants les facteurs de localisation de l'industrie agro-alimentaire sur le territoire de l'île de Montréal et sur les façons de favoriser l'implantation des infrastructures requises par l'industrie agro-alimentaire.

La méthode consistait à identifier les facteurs de la localisation actuelle des entreprises de l'industrie sur le territoire de l'île de Montréal, les facteurs à protéger



## Président :

**Guy Lefebvre**  
Associé-Directeur du module de gestion  
Maheu, Noiseux, Roy & Cie.

pour retenir et assurer le développement de ces entreprises et les facteurs à développer pour intéresser des entreprises du secteur à s'établir à Montréal.

Pour ce faire, nous avons rencontré quinze (15) entreprises du secteur agro-alimentaire, membres de la Chambre et établies à Montréal. Nous avons préparé un questionnaire sommaire pour diriger ces rencontres. Finalement, nous avons tenu une réunion avec des représentants de certaines des entreprises visitées pour discuter des conclusions de notre étude.

Parmi ses recommandations les plus importantes, le comité souhaite que la Chambre fasse pression pour :

- Supprimer les barrières interprovinciales pour le commerce des alcools et favoriser un climat de coopération plutôt que de concurrence avec diverses entreprises para-publiques.
- Rendre concurrentielles avec la région avoisinante et les autres provinces les taxes de la C.U.M.

- Amener la ville et le Port de Montréal à être plus souples face aux aménagements particuliers pour l'eau et améliorer le service pour la manutention des matières.
- Presser le gouvernement fédéral d'agir face au statut du Parc Victoria.

Les représentants des entreprises que nous avons rencontrés ont souligné le rôle de représentation et de porte-parole que la Chambre joue et doit jouer. Ils ont surtout apprécié que la Chambre les consulte par l'intermédiaire du comité.

## Membres :

**Jean Chagnon**  
L'Allemand Inc.

**Jeannine D. Trudeau**  
Laboratoires Choisy Ltée

**Micheline Côté**  
Barré, Pellerin, Lemoine Inc.

**Mario Lavoie**  
La Caisse Centrale Desjardins du Québec

**Robert D. Tamilia**  
UQAM

**Guy Rivard**  
Canada Steamship Line Inc.

**Claude Duguay**  
Hautes Études Commerciales (H.E.C.)

## Électronique

Au cours de rencontres avec des personnes-ressources invitées, et suite à une rencontre avec des chefs d'entreprises de ce secteur, le comité de l'électronique, un des nouveaux comités sectoriels de la Chambre, a examiné les politiques et programmes visant l'industrie de l'électronique.

Le comité a fait porter ses discussions sur certains aspects particuliers de cette activité, à savoir l'évolution du marché, la sous-traitance, l'accès au capital de risque, le traitement fiscal, la formation de personnel et différents facteurs pouvant contribuer à créer un climat favorable au développement de l'industrie de l'électronique à Montréal.

Les membres du comité ont conclu qu'il faut promouvoir les exportations en favorisant le regroupement de petites entreprises, en participant davantage à des foires et expositions, en s'assurant de la présence d'un conseiller spécial en électronique dans les Maisons du Québec et les ambassades situées dans les « vallées d'électronique », et par la création d'un fonds de financement des exportations par la SDI, la BFD et la SEE. Les membres suggèrent en outre que la Chambre favorise la formation d'un comité conjoint avec le Board of Trade de Boston.

Les membres du Comité conseillent aussi :

- qu'un accueil favorable soit fait aux entreprises étrangères du secteur avec leurs centres de recherches et l'entente de fabrication sous licence et l'assemblage à Montréal ;

- que les activités dans les secteurs de la bureautique, des produits de la défense, du « software » utilisant les produits de micro-électronique et les circuits intégrés soient privilégiées ;
- qu'un inventaire de l'activité de sous-traitance et un examen des caractéristiques des sous-traitants dans le secteur, soient entrepris grâce à une subvention du MIC provincial.

Afin d'encourager l'investissement et amenuiser les problèmes de financement importants du secteur, le Comité propose d'accroître l'amortissement accéléré des immobilisations, des réductions d'impôts aux compagnies qui achètent des produits électriques canadiens, une augmentation du plafond des déductions accumulées des petites entreprises, des prêts à taux réduits et un programme spécial de dégrèvement fiscal pour les investisseurs.

Le Comité favorise une plus grande collaboration entre les centres de recherche privés et publics, les universités et les CEGEP et l'industrie afin de former une main-d'oeuvre plus adaptée aux besoins des entreprises. Le Comité suggère aussi d'augmenter les ressources disponibles pour la formation en électronique à l'université.

Le Comité recommande, enfin, la formation d'un Comité d'organisation d'un symposium sur « Montréal, la Vallée de l'informatique au Canada ».

On trouvera disponible au service de renseignements de la Chambre le rapport détaillé du comité.



## Président :

**Louis-Paul Nolet, président**  
Mallette, Benoit, Boulanger,  
Rondeau et Associés

## Liste des membres

**Julien Béliveau**  
Payette Radio Ltée

**Hélène Poirier Tomlinson**  
Association pétrolière du Canada

**Raymond Gagné, associé**  
Ducros, Meilleur, Roy & Associés Ltée

**Denis Charbonneau**  
Sores, Inc.

**Pierre-Paul Proulx**  
Université de Montréal

**Serge Regnault**  
Expansion-Conseil

**Gérard David**  
Westinghouse Canada Ltée

**R. Tremblay**  
I.B.M. Canada Ltée

**Micheline Boileau**  
Normex International Inc.

**Jacques Cazalais**  
La Compagnie Telec

**Daniel Laporte**  
Banque Fédérale de Développement

# Télécommunications

Dans la première partie de l'année, le comité a d'abord clarifié son mandat. La télématique, c'est-à-dire la convergence des télécommunications et de l'informatique est rapidement apparue comme l'axe principal de ses délibérations.

Trois réunions furent consacrées à des séances d'information sur l'état de développement et surtout des directions futures de l'informatique et des télécommunications à Montréal ainsi que de leur impact sur l'évolution des entreprises. De ces séances d'information, trois besoins ont été identifiés. Il en est résulté la création de trois sous-comités dont les buts sont de répondre aux besoins suivants :

- a) Impartition :  
Sensibiliser le Gouvernement du Québec aux bienfaits d'une politique d'impartition des services informatiques. Une telle politique fournirait les assises nécessaires au développement d'une industrie agressive de services informatiques.
- b) Sensibilisation :  
Trouver et établir les moyens de sensibiliser les PME membres de la Chambre à l'évolution très rapide de la télématique et à son impact sur le développement de leur entreprise.
- c) Formation :  
Accroître considérablement le nombre de gestionnaires de l'informatique et des télécommunications en suscitant et appuyant les initiatives des universités et des entreprises.

Les sous-comités ont entrepris les actions suivantes :

- a) Impartition :  
Préparation d'un mémoire soumis au président de la Chambre pour présentation au sommet économique. Mandat complété.

- b) Sensibilisation :  
Le sous-comité n'a pas terminé ses consultations, mais déjà il semble que l'organisation de un à trois séminaires de sensibilisation à la télématique en collaboration avec des entreprises de Montréal au cours de la saison prochaine soit une des actions à entreprendre.
- c) Formation :  
La formation d'un centre québécois de recherche et de formation en informatique de gestion est sérieusement considérée. une étude complète des possibilités d'implantation et de viabilité à long terme d'un tel centre devrait être encouragée par la Chambre afin de faire avancer ce dossier qui semble très prometteur.

La Chambre devrait poursuivre ses efforts de sensibilisation des milieux de l'informatique montréalais aux possibilités de collaboration avec les universités pour accélérer la formation de ressources humaines adéquates en matière de télématique de gestion.

Le comité est très heureux que ses travaux aient pu contribuer au débat actuel qui vise à établir les éléments d'une politique de développement du secteur de l'informatique au Québec. C'est d'ailleurs dans ce sens que portaient récemment les propos du président de la Chambre appelé à clôturer la journée de l'informatique du Québec 1981, tenue à Montréal en mai dernier.

On trouvera disponible au service de renseignements de la Chambre l'annexe au rapport du comité intitulé « Les besoins de formation de la main-d'oeuvre en télématique de gestion : recommandations », préparé par le sous-comité Formation.



**R. Charles Terreault**  
Vice-président adjoint Bell Canada

## Président :

## Liste des membres

**Robert Enos**  
Northern Telecom Canada Ltée

**M. Raynald Léonard**  
Système Sonorisation Standard

**Gilles Leduc**  
Télélobe Canada

**Paul Berthiaume**  
Groupe B.S.T.

**Jacques DeBroux**  
Drouin, Paquin & Associés

**Jean Pasquero**  
Secor Inc.

**Richard Lecompte**  
Loto-Québec

**Maurice Martel**  
I.S.T.

**Robert Ménard**  
Câblevision Nationale Ltée

**Charles Pitts**  
Fondation Canadienne  
des Maladies du Rein

# Industrie cinématographique

Le comité industrie cinématographique avait pour préoccupation générale d'évaluer l'importance économique de ce secteur d'activité à Montréal, d'en identifier les problèmes et d'en apprécier le potentiel. Les grandes lignes ainsi posées ont permis d'impliquer

dans les travaux du comité tous les intervenants du secteur de la production cinématographique (longs-métrages, courts-métrages, messages publicitaires, exploitants, laboratoires et agences gouvernementales ou para-gouvernementales).

Les objectifs assignés au comité étaient les suivants :

1. Accroître l'efficacité du financement de l'industrie cinématographique dans le domaine de la production cinématographique en fonction des intérêts de Montréal.
2. Promouvoir et supporter toute action pouvant favoriser la mise sur pied d'une infrastructure d'accueil de l'industrie.
3. S'assurer que la législation canadienne demeure fidèle aux intentions déjà énoncées.

Trois sous-comités furent formés :

1. Le sous-comité du mémoire qui a produit un rapport sur les retombées économiques de l'industrie du cinéma à Montréal, faisant apparaître des déboursés d'environ \$25 millions pour l'année 1980 pour la seule production des longs-métrages à Montréal. On estime finalement que l'industrie du film à Montréal est une industrie d'au moins \$200 millions annuellement.
2. Le sous-comité des rencontres a organisé une rencontre avec des courtiers et banquiers

## Les co-présidents :



**Pierre David**  
Président  
Filmplan International Inc.



**Édouard Prévost**  
Président  
Corporation Civitas Ltée

représentatifs et l'excellente qualité de la participation et des propos échangés est à souligner. Des résultats extrêmement positifs laissent supposer que l'expérience sera renouvelée.

3. Le sous-comité de l'information, chargé d'appuyer les efforts des deux premiers comités et de valoriser publiquement tous les aspects positifs de l'industrie, a promu et aidé à l'organisation d'un déjeuner-causerie de la Chambre portant sur l'industrie du cinéma dont le conférencier était monsieur Michel Vennat, président du Conseil de la Société de Développement de l'Industrie Cinématographique Canadienne.

Le défi était de taille et démystifier l'industrie du cinéma est un travail de longue haleine. Comme il fallait débiter quelque part, un premier secteur fut privilégié étant donné l'urgence qu'il y avait à changer l'état d'esprit qui prévalait en début d'année, et c'est essentiellement sur les aspects industriels de la production de longs-métrages que l'on s'est penché cette année.

## Membres :

**Éric Fournier**  
Association des producteurs  
de cinéma

**Me Joseph F. Beaubien**  
J.F.B. Productions Inc.

**Michael Spencer**  
Lamy-Spencer & Co.

**David Novek**  
David Novek Associés Inc.

**André Colette**  
Jacques Amann  
Bellevue-Pathé

**André Fleury**  
Sonolab

**Me Daniel Lemay**  
Société de développement  
de l'industrie  
cinématographique  
canadienne

**François Poulin**  
Rivard, Hickson — Avocats

**Jean Cyr**  
Cinemas Odéon Ltée

**François Champagne**  
Productions S.D.A.

**Serge Major**  
Filmplan International Inc.

**Gilles Léonard**  
Filmplan International Inc.

**Sam Berliner**  
Astral-Bellevue-Pathé

## Recherche et développement

Le comité Recherche et Développement de la Chambre a tenté de mettre en lumière et de valoriser l'importance de la recherche, du développement, du design et de l'ingénierie de nouveaux produits et processus, pour le développement économique de la région de Montréal grâce à huit (8) séances plénières de ses membres, deux (2) séances d'études avec une trentaine d'entreprises manufacturières des secteurs des produits plastiques et de la micro-électronique. Il a de plus participé à l'organisation de deux rencontres auxquelles avaient été invités une centaine de leaders d'opinion intéressés au soutien par les autorités fédérales aux activités montréalaises en R & D.

### Rencontres sectorielles

De la rencontre de janvier avec les entreprises manufacturières les plus dynamiques dans le secteur

des produits plastiques à Montréal, il est ressorti que la Chambre se doit d'appuyer la création du futur institut canadien des plastiques en s'assurant que le gros des travaux en laboratoire soient confiés aux chercheurs québécois. Ainsi, la Chambre faisait part de cette recommandation lors d'une rencontre du COPEM avec le Ministre fédéral de la Science et de la Technologie, monsieur John Roberts.

Il est de plus ressorti de cette concertation avec les entreprises du secteur des matières plastiques que la Chambre se doit de favoriser la mise sur pied de groupes de travail au niveau du design et de l'ingénierie au Québec. Ce qu'il faut, c'est que l'organisme compétent permette aux designers et aux ingénieurs de travailler ensemble vers des buts concrets en encourageant l'étude, la recherche ou le développement de produits et processus de

production nouveaux dans de nombreux secteurs. Ceci permettra à nos nombreux entrepreneurs d'appuyer les initiatives sur des innovations et d'accroître la rentabilité de leurs actions.

Si les manufacturiers de produits plastiques ont pu échanger avec des personnes-ressources du comité sur leurs problèmes de financement et de marketing aussi bien que de R & D, ceux de la micro-électronique de Montréal en ont fait autant lors de la réunion du 5 mai à laquelle participaient plusieurs entreprises manufacturières de ce secteur dans la région. Cette rencontre aura permis aux participants de prendre conscience du potentiel que représente Montréal comme vallée de l'électronique du Canada. Ils ont échangé et discuté des sujets abordés par le comité de l'électronique et se joignent aux membres dudit comité pour ce qui a trait à plusieurs de leurs recommandations.

## Rencontres avec les autorités gouvernementales

En guise de suivi à la rencontre du COPEM avec le ministre John Roberts et dont certains dossiers avaient été étudiés par des membres du comité, le comité a

lui-même animé une rencontre fructueuse entre une quarantaine de Montréalais intéressés aux politiques du CNRC et du CRSNG avec leurs responsables, Mm. L. Kerwin, K. Glegg et G. MacNabb. À ce débat du 14 mai dernier participaient également des représentants d'une demi-douzaine d'autres comités de politiques de la Chambre. L'un des éléments communs qui ressort de la grande majorité des comités sectoriels de la Chambre cette année est la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée; ces échanges auront permis de renforcer le consensus pour qu'un effort substantiel soit consacré, ici même, dans notre région, aux fins d'identification des besoins, et à la formation du personnel qualifié pour effectuer des activités de R & D. Un suivi devra être apporté par le comité dans le cadre de son prochain mandat afin de s'entendre sur les questions de ces organismes fédéraux en vue d'assurer un plus grand support à la région montréalaise et d'identifier les moyens d'intensifier leurs communications avec notre milieu.

Finalement, il faut noter que le comité a été mis à contribution lors des discussions sur le tertiaire moteur à Montréal dans le cadre d'un des mémoires de la Chambre présenté lors du Sommet sur l'économie du grand Montréal tenu en mars 1981.

### Président :



**Jacques Larivière**  
Président-Directeur général  
Orchard Hill Farms, Inc.

### Membres :

**André H. Beauregard**  
Bell Northern

**Prosper Bernard**  
UQAM

**Jean-Paul Gagnon**  
CRIQ

**David Marshall**  
Ayerst, McKenna & Harrison Inc.

**Ron Stuard**  
Merck, Sharp & Dohme

**Jacques Daoust**  
Consortium Design

**Claude Trinque, avocat**  
**Pierre-Paul Proulx**  
Université de Montréal

**Roger Blais**  
École Polytechnique

**Pierre Delisle**  
Ordre des Ingénieurs du Québec

**Marcel Gagnon**  
Cresala

**Pierre Gendron**  
Institut canadien de recherche  
des pâtes et papiers

**André Laprade**  
Université Concordia

**Jugh Wynne-Edwards**  
Alcan du Canada

## Formation de main-d'oeuvre en entreprise

Le comité de formation de main-d'oeuvre en entreprise n'était au début de l'automne '80 que l'expression de la volonté de la Chambre de s'impliquer à ce niveau, de son désir de devenir un porte-parole éclairé des besoins et des préoccupations de ses membres à ce sujet.

Ce comité est maintenant au seuil de l'action, les membres ayant d'abord voulu circonscrire la mission pour ensuite définir les priorités.

La première préoccupation du comité est de promouvoir la formation des cadres, chefs d'entreprises et hommes d'affaires comme moyen de développement privilégié de l'entreprise.

Le comité croit que la Chambre a la responsabilité de

promouvoir cette idée, et de s'assurer que les programmes de formation disponibles répondent aux besoins et préoccupations des hommes d'affaires, administrateurs et entrepreneurs.

En effet, la formation des cadres et chefs d'entreprises est un outil indispensable et un moyen privilégié pour assurer un personnel compétent, préparer la relève, permettre à l'entreprise de répondre aux nouveaux défis, et stimuler de nouvelles initiatives.

De plus, si la formation des cadres est coûteuse, elle l'est toujours moins que de perdre une opportunité, prendre une mauvaise décision, ou être à la remorque d'autres entreprises pour combler les postes stratégiques.

Le comité propose donc de promouvoir une formation de qualité, adéquate aux besoins et de veiller à la possibilité de mise en application de connaissances acquises.

Une attention particulière a été accordée aux petites et moyennes entreprises qui manquent de ressources financières, et dont les dirigeants ne peuvent consacrer suffisamment de temps à ces questions.

Plusieurs actions pourraient être entreprises pour tenter de remédier à la situation : poursuivre

l'inventaire des programmes disponibles et des mécanismes d'information aux membres, organiser des rencontres avec des chefs d'entreprises, publier des articles dans le présent bulletin et dans la Revue Commerce, réorienter certains programmes de formation spécifiques des petites entreprises, influencer les programmes de subventions gouvernementales existants, promouvoir la formation des cadres auprès des intermédiaires tels que les banquiers, vérificateurs, conseillers en gestion, etc.

## Président :



**Philippe Martel**  
Associé-Conseiller en gestion de ressources humaines, Lauzon, Lemelin, Djandji et Martel Associés.

## Membres :

**Jean-Louis René**  
Cirem

**Julien Boucher**  
Centre d'Organisation Scientifique de l'Entreprise

**Pierre Beauchamp**  
Banque de Montréal

**Jean-Pierre Lanthier**  
Steinberg

**Arthur Rhéaume**  
Ciments du Saint-Laurent

**Jean-Paul Cadieux**  
La Coopérative Fédérée du Québec

**André Lemaire**  
Société des Alcools du Québec

**Claude André Poirier**  
Northern Telecom Canada Limitée

**Luc Provencher**  
Banque Fédérale de Développement

**Jean-Marie Deporq**  
UQAM

## Export-import

Le but du comité est de promouvoir le commerce international de Montréal et, par extension, celui du Québec et du Canada, particulièrement en assistant les membres de la Chambre qui souhaitent entreprendre et poursuivre des échanges économiques avec l'étranger.

Dans cette perspective de services directs aux membres de la Chambre, on peut mettre en relief quatre (4) événements majeurs au crédit du comité :

1. Une semaine de promotion d'affaires avec l'Afrique de l'Ouest à Montréal du 10 au 14 novembre 1980, qui a permis à vingt (20) industriels et promoteurs de six (6) pays d'Afrique de rencontrer une centaine de gens d'affaires de chez nous et d'amorcer des négociations.
2. Deux (2) délégations, composées d'une dizaine d'industriels québécois dans chaque cas, ont été organisées en Côte d'Ivoire (mars '81) et au Sénégal (juin '81).
3. Une enquête a été organisée auprès des membres de la Chambre pour connaître leur intérêt à l'égard du commerce international. Trois cent trente-six (336) entreprises membres ont répondu à un questionnaire écrit. L'enquête, menée par André Grou, a permis d'identifier des services nouveaux que les membres souhaitent obtenir de leur Chambre et pour lesquels ils sont prêts à payer une contribution spéciale.
4. Un congrès spécial sur le commerce international, également sous la direction de monsieur Grou, a réuni plus de cent cinquante (150) membres et

remporté un franc succès. Les conclusions de ce congrès seront présentées prochainement sous forme d'un programme d'action pour la prochaine année.

De plus, les membres du comité ont rencontré des missions commerciales venues du Nigéria, de Tunisie, et de France et ont tenu une séance de travail avec une délégation de vingt-deux (22) délégués commerciaux étrangers en poste au Canada.

Enfin, le comité s'est penché sur des questions qui relèvent davantage de l'intérêt commun, à savoir : le rapport au Ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada préparé par la Commission Hatch et les séances publiques d'enquête d'un comité parlementaire sur le projet d'une société nationale de commerce.

## Président :



**Paul Gérin-Lajoie**  
Président, Projecto International Ltée.

## Membres :

**Michel Héchéma**

Introfina

**Philippe Montel**

Avocat

**André Grou**

Hay Associés Canada Limitée

**Philippe Ewart**

Pole Lite Ltée

**Yvon Decelles**

Yvon Decelles & Associés

**Patrick Hugon**

Logtrans

**Jean-Pierre Conquet**

Banque Nationale du Canada

**Férid Mouldi**

Projecto International Inc.

**Richard S. Gottlieb**

Gottlieb, Agard, Dupras & Kaylor

**Marvin Zimmerman**

Zimmar Consulting Ltd.

**Andy Chabot**

Banque Royale du Canada

**Roland Fortier**

Ministère de l'Industrie  
et du Commerce

**Michel Librovicz**

UQAM

**Marc L'Anglais**

Canada Ciments Fafarge

**Paul Marcoux**

Piché, Charron & Associés

**Théo Soucisse**

Théo Soucisse Inc.

**Normand Guérin**

Samson, Bélair & Associés

**Claude Fortin**

SOFIDEL Ltée

**André P. Asselin**

De Grandpré, Colas, Deschênes

**Charles Brais**

Société pour l'expansion  
des exportations (SEE)

**Michel Gendron**

CITICORP LTD.

**Jean-Paul Faguy**

J.A. Faguy & Fils Ltée

**Pierre P. Paquet**

Sico inc.

**Jacques Girard**

Office Québécois du  
Commerce Extérieur

On trouvera disponible au service de renseignements de la Chambre le rapport du Congrès sur le commerce international, tenu le 26 mars dernier, ainsi que le rapport de l'enquête organisé auprès des membres de la Chambre pour connaître leur intérêt à l'égard du commerce international

## Éducation économique

Après études et consultations, le comité Éducation Économique est résolument passé à l'action :

### Programme « Vous êtes libre d'entreprendre »

Des membres de la Chambre, hommes et femmes participant au sous-comité des porte-parole, ont rencontré en cours d'année quelque 4300 étudiants de fin de secondaire et du cours collégial, répartis en quelque 90 groupes, représentant 48 établissements scolaires. L'objectif : présenter certaines réalités économiques dans la perspective propre aux milieux d'affaires. En particulier, exposer ce que représente l'entrepreneur dans une société, et les rapports entre la liberté d'entreprise et une société libre. Le programme a été favorablement reçu, comme en témoignent les évaluations fournies tant par les porte-parole que par les établissements visités. La liste des porte-parole est ajoutée à la fin du texte.

### Colloque « L'éducation économique ... une responsabilité partagée »

La mise en oeuvre du programme « Vous êtes libres d'entreprendre » a permis de constater l'existence d'autres possibilités d'intervention et de collaboration, en réponse à des besoins diversifiés. Le comité a donc organisé, le 27 mai dernier, un colloque réunissant en 7 ateliers les interlocuteurs les plus autorisés des milieux d'affaires et des milieux d'éducation pour mettre au point de nouvelles avenues de collaboration. Il s'agissait d'une démarche à caractère pratique, aux objectifs précis :

- convenir des modalités d'établissement d'une ou de plusieurs banques de personnes-ressources des milieux d'affaires pour répondre à des attentes diverses des collèges et des écoles secondaires ;
- établir l'éventail des offres de service et des activités à développer — séminaires conjoints avec des cadres, professeurs et autres professionnels des établissements scolaires — visites industrielles — diffusion de documentation économique ;
- identifier des entreprises disposées à s'impliquer dans ces diverses activités et à désigner, le cas échéant, un interlocuteur attiré à ces fins.

Un succès ! Accueillant 175 participants à l'hôtel Reine-Élisabeth, ce qui dépassa largement toutes les prévisions, ce colloque s'est terminé par une conférence de M. Jacques Girard, sous-ministre de l'Éducation.

### Interventions relatives aux programmes scolaires

À diverses reprises au cours de l'année, le comité est intervenu pour faire savoir au Ministère de l'Éducation que la Chambre suivait de près l'évolution des programmes d'éducation économique aux niveaux secondaire et collégial. La consultation des milieux d'affaires à ce sujet, que la Chambre avait proposée lors du « Sommet économique » de Montebello, a effectivement eu lieu. Résultat : le programme de secondaire V, que les associations d'affaires ont jugé convenable, est en voie d'implantation — une nouvelle version du programme du collégial est en voie d'élaboration. Le milieu d'affaires a obtenu d'être

consulté à nouveau avant l'introduction de ces programmes.

## Autres activités

Le comité s'est penché sur diverses questions, comme des résultats d'enquêtes en milieu scolaire, portant par

exemple sur les « valeurs privilégiées par les étudiants », ou encore, sur des études portant sur différents aspects de l'enseignement professionnel.

Des membres du comité ont représenté la Chambre à des colloques sur l'éducation où une représentation des milieux d'affaires était prévue.



### Co-Présidents :

**Claude Perron\***

Président, Messageries CN

**Claude Beauregard\***

Vice-Président,  
Affaires publiques  
Bell Canada

### Liste des porte-parole en milieu étudiant

- M. Yvan Allaire  
Professeur  
UQAM - Département d'administration
- M. Michel Bergeron  
Président  
Berma Code
- M. Pierre-Paul Bourdages  
Avocat associé  
Gagnon, Bourdages, Sauvé & Associés
- M. Rémi Bourdages  
Associé principal  
Consultaid'e Inc.
- M. Luc Charron  
Directeur régional délégué  
Roy Nat Ltée
- M. Jacques Deschênes  
Deschênes & Fils (1969) Ltée
- Mme Hélène Fournier  
Directeur des relations publiques  
Fédération de Montréal des Caisses  
populaires Desjardins
- Mme Ginette Gadoury  
Président et directeur général  
Décormag
- M. Paul Gauthier  
Vice-président  
Société d'Investissement Desjardins
- M. Yves Guérard  
Président  
Pouliot, Guérard et Associés Ltée
- M. Jean-Pierre Hébert  
Directeur de la succursale Montréal-Maisonneuve  
Banque Fédérale de Développement

- M. Guy Lachapelle  
Président  
Distribution Fournitures de Bureau DFB Inc.
- M. Charles Perreault  
Président  
Perconsult Ltée
- M. Yves Pilon  
Délégué financier principal  
Roy Nat Ltée
- M. Harry Plaffer  
Vice-prés. adj. et directeur général  
Roy Nat Ltée
- M. Bruno Riverin  
Vice-président exécutif  
Caisse centrale Desjardins du Québec
- M. Jean-Pierre Chartrand  
Président  
Les Services de gestion Devcom Ltée
- M. Gilles Nolet  
Vice-président  
MATCO MART Inc.
- Mme Thérèse Sévigny  
Vice-président et directeur gén.  
Le Groupe BCP Ltée

### Membres :

- Michel Cloutier\***  
Gaz Inter-Cité
- Réal Leahey\***  
Banque Fédérale de Développement
- Suzan Paton\***  
Bell Canada
- Michel LaSalle\***  
Air Canada
- Fernand Oligny**  
CEGEP du Vieux-Montréal
- Michel Curti**  
Alcan Ltée
- Jean-Pierre Gaumont**  
Les jeunes entreprises du Québec
- France Dievre**  
CEGEP Maisonneuve
- Michel Descoteaux\***  
Imperial Tobacco Limitée
- Yvan Dufour**  
La commission des écoles  
catholiques de Montréal

\* Également porte-parole en milieu étudiant du programme « Vous êtes libre d'entreprendre ».

# Centre d'information et de documentation des affaires (ad hoc)

Le comité dont la création ne remonte qu'à février 1981 a toutefois remis un rapport intérimaire de ses travaux.

## La problématique

Les services d'information et de documentation des affaires du Montréal métropolitain ne sont ni assez nombreux, ni assez diversifiés, ni assez bien dotés pour satisfaire les besoins d'information des entreprises grandes et petites, des associations d'affaires et des dizaines de milliers de non-affiliés de la région. Bien plus, il n'y a pas de véritable réseau d'information des affaires dans le Montréal métropolitain. Sur ces deux comptes, il y a consensus.

Quant aux réseaux par télématique, à l'exemple de Télidon, qui sont sur le point d'être mis à la portée des utilisateurs de l'information d'affaires, ils affecteront la recherche, le traitement et la diffusion de cette information.

Les besoins d'information des hommes d'affaires sont peu articulés et leurs habitudes de recherche de l'information demeurent peu connues. Une enquête, même sommaire, serait des plus utiles.

En général, les hommes d'affaires du Montréal métropolitain sont peu familiers avec les services d'information de la région et encore moins avec ce qui se fait ailleurs dans les grandes villes industrialisées. Un programme de sensibilisation serait utile.

Compte tenu de ce qui précède, un centre d'information, table tournante d'un réseau d'information des affaires, est-il nécessaire? L'unanimité est loin d'être faite et encore moins sur le financement et l'administration d'un tel centre.

## Programme d'action

Suite à la définition du problème, deux démarches importantes s'imposent: inventorier les besoins d'information du monde des affaires du Montréal métropolitain et étudier l'état des services d'information et de documentation des affaires dans les grandes villes industrialisées. Puisque ces démarches doivent être menées de front, elles sont confiées chacune à un sous-comité.

## Inventaire des besoins

Le sous-comité « Besoins d'information et de documentation » a déjà identifié cinq groupes-cibles:

- a) les grandes entreprises
- b) les P.M.E.
- c) les associations d'affaires
- d) les firmes conseil
- e) les non-affiliés

Une enquête est en marche et un questionnaire est en voie de préparation.

## État des services

Le sous-comité « État des services » tentera d'abord de décrire ce qui se donne comme service au monde des affaires par les bibliothèques/centres d'information/banques de données publiques ou privées du Montréal métropolitain. Il s'efforcera ensuite de cerner la pratique de l'information et de la documentation des affaires dans les grandes villes industrialisées.

## Rapport et recommandations

Le comité prévoit présenter son rapport, ses recommandations et possiblement une étude de faisabilité sommaire au cours de l'automne 1981.



## Président

**Émilien Tremblay**  
Directeur de projets,  
CEGIR

## Liste des membres

- Philippe Lelièvre**  
Informatech France-Québec
- Michel Bélanger**  
Banque de Montréal
- Marc Bellavigna**  
École des Hautes Études Commerciales
- Lise Brosseau**  
Association pour l'Avancement  
des Sciences et des Techniques  
de la Documentation
- Claude Desjardins**  
Commission d'Initiative et de  
Développement Économique de Montréal

**Louis Giasson**  
Banque Nationale du Canada

**Jacques Lannoye**  
Ministère de l'Industrie, du Commerce  
et du Tourisme

**Marcel Marion**  
Communauté Urbaine de Montréal

**Gérard Ponton**  
Conseil Québécois du Commerce  
de Détail

**Amy Scowen**  
Towers, Perrin, Forster & Crosby

**Mariam Tees**  
McGill University

**Hélène Dechies**  
**M. Lemieux**  
Chambre de commerce de la  
province de Québec

**Jean-François Dautrelepont**  
La Fondation québécoise  
d'éducation économique

## Affaires commerciales (ad hoc)

Cette année, le comité a jugé prioritaire de concentrer ses réflexions sur le projet de création des SIDAC. En effet, dans le cadre du programme de revitalisation des artères commerciales de Montréal, la CIDEM recommandait aux autorités municipales de permettre la formation de Sociétés d'initiative et de Développement des Artères Commerciales (SIDAC). Ce véhicule aurait pour rôle de permettre aux membres d'une SIDAC de poser des actions communes pour assurer leur développement.

Après avoir revu les documents fournis par la CIDEM et suite à une période de réflexion, les grandes lignes de pensée qui peuvent être dégagées sont les suivantes :

La Chambre est, par principe, favorable à tout désir exprimé par les commerçants eux-mêmes de se prendre en main, de s'organiser, de se doter de structures dans le but de promouvoir et d'accroître leur activité commerciale. Toutefois, on s'accorde à recommander une expérimentation sur un seul projet-pilote sur une période de six mois à un an, afin de

s'assurer d'abord de la pertinence et de l'efficacité du système. Une telle prudence semble de mise après examen des expériences déjà tentées à Toronto et dans d'autres grandes villes nord-américaines.



### Président :

**André Dion**  
Vice-président, Les Marchands Ro-Na Inc.

### Membres :

**Marcel Côté**  
Secor Inc.  
**Marcel Dubois**  
CIDEM

# Bilan de la participation des membres de la Chambre de commerce du district de Montréal à ses comités, année 1980-1981

## Activités de contenu

	Nombre de membres actifs*
<b>COMITÉS DE POLITIQUES DE LA CHAMBRE</b>	
Affaires commerciales (ad hoc) .....	3
Agro-alimentaire .....	8
Centre d'information et de documentation des affaires (ad hoc) .....	15
Éducation économique (comprenant le comité d'organisation d'un colloque et les porte-parole pour l'Opération-rencontre en milieu étudiant) .....	31
Électronique .....	12
Export - Import .....	25
Formation de main d'oeuvre en entreprise .....	11
Industrie cinématographique .....	15
Machinerie et équipement de transport (exploration pétrolière en haute-mer) .....	8
Recherche et développement .....	15
Télécommunications .....	11
Sous-total.	154
<b>COMITÉ DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (COPEM)</b>	
Participants qui, membres de la Chambre, se sont joints à leurs collègues du Montreal Board of Trade à l'intérieur de onze sous-comités permanents et deux sous-comités ad hoc .....	60
<b>COMITÉS DE PROGRAMMES DES CONGRES, COLLOQUES, SÉANCES D'INFORMATION ET DES CONFÉRENCIERS</b>	
Congrès sur le commerce international .....	7
Colloque sur la gestion des grands projets .....	11
Séances d'information de la Chambre .....	4
Comité du programme du Congrès '81 de la Chambre à Mont-Tremblant .....	14
Comité des déjeuners-rencontres .....	4
Comité des conférenciers des déjeuners-causeries .....	9
Sous-total.	49
Nombre total de membres actifs* aux activités de contenu des comités de la Chambre en 1980-81 .....	263
<b>Activités publiques</b>	
Comité d'accueil des invités d'honneur des déjeuners-causeries .....	8
Comité général de réception des déjeuners-causeries .....	32
Comité de mise en marché des déjeuners-causerie .....	7
Comité de la Réception du Nouvel An 1981 .....	11
Comité Sports et Loisirs .....	11
Comité Visites et Voyages .....	8
Comité d'organisation générale du Congrès '81 de la Chambre à Mont-Tremblant .....	33
Comité de mise en marché du Congrès '81 .....	8
Comité de la Soirée gala .....	10
Sous-total.	128
<b>Comité de marketing (Sociétariat de la Chambre) .....</b>	<b>9</b>
<b>NOMBRE TOTAL DE MEMBRES ACTIFS DANS LES COMITÉS DE LA CHAMBRE, 1980-1981 .....</b>	<b>400</b>

\* Pour les comités de politiques et du COPEM, on définit un membre actif comme celui ayant participé à au moins deux réunions du même groupe. Par exception, certaines des 31 personnes impliquées dans les activités du comité Éducation économique ont été comptées comme membres actifs à cause de leur participation à l'Opération-rencontre en milieu étudiant et cela même si elles n'ont pas assisté à des réunions du comité.